

éliminer tout élément qui pourrait être considéré de nature agressive, tout en nous assurant que cette politique réponde de manière satisfaisante et certaine aux besoins du Canada en matière de défense nationale; nous avons réussi à établir des relations officielles et utiles avec le pays le plus peuplé au monde, la République populaire de Chine; nous avons participé avec joie à la fondation de la nouvelle organisation des États francophones.

Cela, nous l'avons accompli, monsieur le président, tout en demeurant membre de l'OTAN et du NORAD, tout en renforçant nos relations avec des organisations d'ordre économique, comme l'OCDE et le GATT, tout en contribuant d'une façon efficace et constructive aux Nations Unies et au Commonwealth.

Cette activité est bonne en soi: elle est bonne pour le Canada, et je suis convaincu que la plupart des Canadiens lui accordent son appui.

[Traduction]

C'est dans ce contexte qu'il faut situer ma visite en Union soviétique. Tout comme nous avons toujours compté avec les États-Unis, au sud, et avec l'Europe, à l'est, et, plus récemment, à l'ouest, avec l'Asie, nous ne devrions pas négliger notre voisin du nord. Les relations canado-soviétiques d'après-guerre n'ont pas toutes été de nature saine ou souhaitable. Je n'ai pas la naïveté de croire que, grâce à ce protocole, nos deux pays établiront soudainement des rapports tout empreints de douceur et de tendresse. Comme je l'ai dit dans le discours que j'ai prononcé au Kremlin, de nombreuses divergences fondamentales subsistent entre nous, différences qui tiennent à des conceptions profondément enracinées ayant à leur origine des facteurs historiques, géographiques, idéologiques, économiques, sociaux et militaires.

• (3.50 p.m.)

Mais assurément, monsieur l'Orateur, ces divergences ne sauraient être résolues, ces conceptions ne sauraient disparaître que si l'on intensifie les contacts et les efforts de compréhension. C'est ce que propose le protocole. C'est ce que, d'une autre manière, réalisent les visites de premiers ministres. Elles créent, grâce aux plumes de journalistes et aux caméras des photographes, l'occasion de renseigner l'un sur l'autre les peuples canadien et soviétique—sur leurs histoires respectives, leurs souffrances, leurs aspirations.

Personne ne peut parcourir l'Ukraine sans être sensible à la volonté instinctive et passionnée de paix de la part d'un peuple qui au cours de la seconde guerre mondiale a perdu neuf millions de ses compatriotes, chiffre qui atteint presque celui de la population tout entière du Canada à l'époque. Nul ne peut traverser les cimetières de Leningrad, voir les tombes communes de dizaines de milliers de résidents de cette ville morts de faim au cours du cruel siège de 900 jours, sans comprendre que le peuple russe a une peur terrible d'une répétition d'une expérience que les Canadiens ont eu le bonheur de ne jamais subir. La mort de la moitié de la population d'une ville, 600,000 femmes, enfants et civils, n'a épargné aucune famille de Leningrad. Les survivants de ce conflit cruel ne considèrent pas la guerre comme une abstraction, une activité glorieuse ou un moyen sérieux de régler les différends. Pour eux, la guerre signifie la perte devant leurs propres yeux d'être chers, du foyer, des biens, de l'espoir.

[Le très hon. M. Trudeau.]

Pour arriver à une paix satisfaisante, juste et durable, il faut un climat de confiance, un climat dans lequel des hommes évoluant dans des systèmes socio-économiques différents puissent se faire confiance. Il n'est pas facile d'y parvenir, mais il n'y a par ailleurs aucun doute quant à sa nécessité. De plus, la confiance ne peut régner qu'en augmentant les contacts entre les gouvernements et les peuples. C'est ainsi que graduellement, et parfois avec peine, nous pourrions poursuivre et accélérer la lente ascendance vers un monde dans lequel les buts premiers de tous les gouvernements de la terre sont la justice sociale, le respect des droits de l'homme et la dignité de tous les êtres.

Car, nulle part ailleurs qu'au Canada, on ne peut trouver une bonne volonté et une tolérance aussi manifestes. Les Canadiens sont doués d'une qualité peu commune en ce sens qu'ils forcent tous les hommes où qu'ils soient à poursuivre ces buts universels. C'est ce que j'ai essayé de faire en Union soviétique alors que j'exprimais au président Kossyguine l'inquiétude générale causée au Canada par le prétendu refus du gouvernement soviétique de permettre aux Juifs d'émigrer en Israël ou ailleurs, à leur gré. M. Kossyguine m'a assuré que ces allégations n'étaient pas bien fondées et, qu'en particulier, son gouvernement avait depuis des mois permis à un grand nombre de Juifs soviétiques d'émigrer en Israël. J'ajoute, monsieur l'Orateur, que la déclaration de M. Kossyguine a été confirmée par le gouvernement canadien par d'autres sources indépendantes.

J'ai profité de l'occasion qui m'était offerte pour insister auprès de M. Kossyguine afin qu'il permette aux personnes de toute origine ethnique qui auraient des parents au Canada, de venir ici et de réunir les nombreuses familles qui ont été tragiquement séparées depuis des années.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Trudeau:** Il m'a assuré que son gouvernement ne mettrait pas des barrières injustifiées sur la route des personnes en question et il m'a promis qu'il prendrait connaissance personnellement de la liste de leurs noms que j'avais emportée avec moi à Moscou.

Dans un tout autre domaine, j'ai pu discuter avec M. Kossyguine des préoccupations et des craintes exprimées par nos pêcheurs de la côte est au sujet des pratiques de la flotte de pêche soviétique dans l'Atlantique. Je lui ai signalé l'énorme accroissement depuis quelques années de leurs prises, la diminution des prises canadiennes et la nécessité vitale de préserver cette importante ressource alimentaire dans l'intérêt des deux pays. M. Kossyguine a observé que l'Union soviétique était partie à la Convention des pêcheries de l'Atlantique nord et qu'elle avait tout intérêt à ce que les réserves de poisson durent longtemps et soient florissantes. Nous avons convenu que cette question méritait d'autres entretiens.

Le temps seulement dira, monsieur l'Orateur, si l'accueil chaleureux qui m'a été réservé en URSS marque le début de relations canado-soviétiques avantageuses, comme nous l'espérons tous. Je préfère être optimiste et je recommande instamment à tous les ministères de l'État de tirer profit de ces nouvelles ouvertures et aux hommes d'affaire canadiens de relever ce nouveau défi. Je peux assurer aux dirigeants russes que rien n'entrave le désir des Canadiens d'améliorer nos relations et de les rendre réciproquement salutaires. Dans la poursuite de ces